

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PAUL DUBOIS

Vingt ans après la prospective économique confrontée à la réalité

Journal de la société statistique de Paris, tome 127, n° 3 (1986), p. 151-160

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1986__127_3_151_0

© Société de statistique de Paris, 1986, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

COMMUNICATION

VINGT ANS APRÈS LA PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE CONFRONTÉE À LA RÉALITÉ (1)

Paul DUBOIS (2)

Directeur des Synthèses économiques, Institut national de la statistique et des études économiques (3)

Quel sera dans vingt-cinq ans le niveau de vie des Français? Personne aujourd'hui ne se hasarderait à se poser cette question. Pourtant, au début des années soixante, le « groupe 1985 » l'avait fait, et l'I.N.S.E.E. avait élaboré un jeu de projections macroéconomiques pour y répondre. Les hypothèses faites en matière de démographie ou de productivité s'avèrent proches de la réalité, de même que les résultats obtenus pour la croissance économique ou la progression de la consommation des ménages par grands postes. En revanche, l'existence d'un chômage élevé, déséquilibre majeur, n'avait pas du tout été prévu.

Malgré cette déficience, l'expérience tend à montrer l'intérêt des projections à long terme. Mais celles-ci doivent accorder une place importante à la recherche des tensions et des déséquilibres pouvant mener à des ruptures.

What will the standard of living be for the French in twenty-five years? No one today would dare to pose this question. At the beginning of the sixties, however, the « 1985 groupe » did just that and the I.N.S.E.E. developed a set of macro-economic projections to answer the question.

The hypotheses concerning demography or productivity turn out to be close to the reality. The same is true of the results obtained with respect to economic growth or the progression of household consumption of basic budget categories. On the other hand, the existence of high unemployment was not at all foreseen.

Despite this lacuna, experience tends to show the interest of long term projections. But the establishment of these projections must include considerable research into the tensions and imbalances which might lead to ruptures.

Fin 1962, l'I.N.S.E.E. élaborait un jeu de projection macroéconomiques pour le « groupe 1985 » [1]. Ce groupe avait été constitué à l'initiative de Pierre Massé afin « d'étudier, sous l'angle des faits porteurs d'avenir, ce qu'il serait utile de connaître dès à présent de la France de 1985 pour éclairer les orientations générales du V^e Plan ». Vingt ans après, ces projections, dont une partie fut publiée dans « Réflexions pour 1985 » [2], peuvent être confrontées avec les évolutions observées. La comparaison est surprenante.

1. Communication présentée le 9 octobre 1985 devant les Sociétés de statistique de Paris et de France. Le texte de cette communication a été publié dans « Économie et statistique », n° 177, mai 1985, 3-10.

2. Avec le concours de Dominique DARMON pour la partie relative à la consommation des ménages.

3. I.N.S.E.E., 18 boulevard Adolphe Pinard, 75675 Paris Cedex 14.

Cette confrontation portera successivement sur les hypothèses qui fondaient les projections, puis sur les résultats de celles-ci. Les enseignements de la confrontation seront ensuite tirés.

La comparaison entre projections et évolutions observées ne peut être entièrement rigoureuse en raison des changements survenus dans le système des comptes nationaux depuis 1962; mais sa précision est suffisante pour cerner les écarts significatifs (annexe 1).

DEUX SCÉNARIOS : LES HYPOTHÈSES ONT-ELLES ÉTÉ VÉRIFIÉES ?

Les scénarios macroéconomiques à long terme établis par l'I.N.S.E.E. en 1962 étaient simples. L'objectif était de déterminer ce que pouvait être l'évolution des principales grandeurs économiques entre 1960 et 1985 : produit intérieur brut, population active, production et emploi par grandes branches (agriculture, industrie, tertiaire), demande finale et notamment consommation des ménages par produits. Les projections étaient limitées aux aspects « physiques » de l'économie, à l'exclusion notamment des revenus et des prix.

L'approche était statique : les résultats pour l'année 1985 provenaient d'une projection « sans escale » sur vingt-cinq ans, de 1960 à 1985. C'était par ailleurs une approche en terme de croissance potentielle. Les perspectives économiques résultaient ainsi de trois ensembles d'hypothèses : sur l'offre de travail (population active et durée du travail); sur les progrès de productivité dans les grandes branches de l'économie; sur la structure de la demande finale en fonction de la croissance et sur les coefficients techniques déterminant les consommations intermédiaires (annexe 2).

Une telle approche n'explicitait pas les limites à la croissance française pouvant résulter soit de l'équilibre extérieur, et donc de la croissance internationale, soit encore de déséquilibres internes dans la formation des prix et revenus, et corrélativement dans l'évolution relative de la consommation et de l'investissement. Par ailleurs *la possibilité d'un déséquilibre durable et important sur le marché du travail était complètement exclue*. Le chômage apparaissait ainsi devoir être réduit à un chômage frictionnel représentant « 1,25 % de la population active, taux voisin des taux adoptés dans les perspectives européennes de la C.E.E. pour 1970 » [2]. Le taux de chômage en 1985 sera compris entre 10 % et 11 %, soit huit fois plus important que le taux arrêté à titre d'hypothèse en 1962.

Deux scénarios, appelés à l'époque « esquisses de croissance », avaient été établis. Ils reposaient sur des hypothèses communes quant à l'offre de travail et aux paramètres régissant la demande finale et intermédiaire, mais différentes quant aux productivités par branche.

La *population totale* devait passer de 46 millions en 1960 à 57 millions en 1985, soit un rythme de croissance de 0,9 % l'an. Elle atteindra un peu plus de 55 millions, soit un rythme de 0,75 % l'an. L'écart est imputable pour une faible part à une surestimation de l'immigration et, pour l'essentiel, à une surestimation de la natalité : la baisse de fécondité à partir du milieu des années soixante n'avait pas été anticipée.

La *population active* (y compris contingent et chômeurs) devait s'accroître, selon les perspectives 1985, de 20 millions en 1960 à 22,6 millions en 1985, soit une progression de 0,5 % l'an. Elle a augmenté en fait un peu plus vite, au rythme de 0,7 % par an. La population active sera ainsi de 23,6 millions en 1985, soit un écart en niveau de un million (+ 4,5 %) par rapport à la prévision. Cet écart résulte principalement de l'absence de prise en compte de l'accroissement des taux d'activité féminins dans les prévisions d'offre de travail formulées en 1962. Les résultats du recensement de 1962 n'étaient pas encore disponibles, et les taux d'activité retenus étaient ceux du recensement de 1954. Cette hypothèse avait été discutée. Mais ces taux semblaient élevés par rapport à ce qu'ils étaient dans d'autres pays, aux États-Unis notamment. Par ailleurs, jusqu'en 1962, ils avaient été stagnants, selon une tendance remontant au début du siècle. Ainsi l'inversion de cette tendance lourde au cours des années soixante n'avait pas été anticipée. En revanche un accroissement sensible de la scolarisation et une diminution de l'activité aux âges élevés avaient été prévus et incorporés dans l'évolution escomptée des disponibilités en main-d'œuvre.

L'évolution de la *durée du travail* avait été assez correctement anticipée : 40 heures par semaine et quatre semaines de congés payés prévues en 1985 (entre 44 et 46 heures selon les branches en 1960, et trois semaines) contre 39 heures et cinq semaines observées.

Le choix des hypothèses relatives à la progression de la *productivité* (valeur ajoutée par personne occupée) par grandes branches déterminait largement, dans l'approche retenue, l'ensemble des évolutions de l'économie et notamment son taux de croissance. Ces hypothèses apparaissaient par ailleurs affectées d'incertitude. Aussi les auteurs des projections avaient retenu deux jeux d'hypothèses, qui fondaient deux scénarios destinés à illustrer les incertitudes affectant les évolutions économiques à long terme. Ces jeux d'hypothèses étaient définis de la façon suivante.

« Dans l'esquisse E₁ les trends de productivité observés au cours de la dernière décennie ont été prolongés jusqu'en 1985. La poursuite d'une telle croissance sur une période aussi longue représente une véritable mutation par rapport à ce que l'on a observé à long terme dans les pays occidentaux. Elle nécessiterait dans notre pays un effort soutenu pour améliorer la gestion de l'économie et obtenir l'utilisation optimum des ressources disponibles. Elle supposerait de surcroît une volonté d'expansion, un dynamisme dont il n'est pas sûr qu'ils soient maintenus pendant si longtemps ».

« C'est pourquoi dans l'esquisse E₂, nous avons envisagé une augmentation moins rapide des progrès de productivité qui peu à peu deviennent de l'ordre de ceux que l'on remarque à long terme dans les pays occidentaux... Nous avons supposé que le rythme des progrès de productivité constatés depuis la dernière guerre mondiale en France se ralentirait. La période 1950-1960 est considérée dans cette optique essentiellement comme une période de rattrapage consécutive à la dernière guerre mondiale et les taux de croissance des productivités observés au cours de cette période comme anormalement élevés et impossibles à soutenir à long terme. Le ralentissement des progrès de productivité entre 1960 et 1985 peut s'expliquer également par la réapparition de « cycles » accentués, l'économie française retrouvant le rythme de développement en « dents de scie » qui fut le propre des pays occidentaux entre les deux guerres » [1].

L'analyse qui fondait le choix des hypothèses de productivité de l'esquisse E₂ apparaît particulièrement perspicace : en premier lieu les progrès de productivité se sont bien infléchis après 1970, comme il était explicitement anticipé dans le chiffrage des progrès de productivité dans ce scénario; en second lieu, cette inflexion peut être rapprochée d'une part de l'importance des fluctuations économiques depuis 1973, d'autre part de la diminution d'un effet de rattrapage par rapport aux États-Unis. Telle est du moins l'explication du ralentissement des progrès de productivité actuellement retenue, non seulement pour la France mais plus généralement pour l'Europe et le Japon, par des économistes spécialistes de la croissance et de la productivité comme KENDRICK, MADDISON et HELLIWELL [3, 4, 5].

Pourtant les progrès de productivité observés entre 1960 et 1985 s'avèrent en moyenne plus proches de ceux qui étaient anticipés dans le scénario E₁ que de ceux qui étaient retenus dans le scénario E₂ (tableau 1).

TABLEAU 1

Taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée par personne employée

En %

	1960 1985 projections		1960-1984 réalisation
	E ₁	E ₂	
Agriculture	4,7	3,4	5,4
Industrie ¹	4,2	3,0	4,3
Services et commerces (hors services de logement)	3,3	2,2	1,8

1. Industries agricoles et alimentaires, énergie, industrie manufacturière, bâtiment-travaux publics, transports.

Les évolutions de la productivité dans l'agriculture et dans l'industrie sont un peu supérieures aux plus hautes des hypothèses formulées. En revanche, la progression dans les services et commerces

est un peu inférieure à la plus faible des hypothèses retenues. La hiérarchie des taux a donc été correctement anticipée, mais leur dispersion est nettement plus forte que celle envisagée. La productivité dans l'ensemble des branches marchandes, c'est-à-dire le produit intérieur brut marchand par personne active dans ces branches, progresse de 4,1 % par an entre 1960 et 1984, à l'intérieur de la fourchette des taux des scénarios E₁ et E₂, soit 4,4 % et 3,2 % par an, mais de façon plus proche du premier que du second.

La dispersion des taux plus forte qu'il n'était escompté est imputable à la base d'observations qui fondait les hypothèses formulées. Les résultats du recensement de 1962 ont fait apparaître une diminution de la population agricole beaucoup plus forte que l'on ne l'imaginait auparavant. Mais ils n'étaient pas connus lorsqu'avaient été effectuées ces projections à long terme. La sous-estimation de la productivité agricole est due à cette mauvaise connaissance de la décroissance de la population active agricole entre 1954 et 1962. Le ciseau qui affecte les projections et les réalisations dans l'industrie et le tertiaire a, lui, une autre cause : les projections ont été effectuées à partir d'observations sur les années cinquante qui n'ont pas été sensiblement révisées ultérieurement; mais l'évolution relative de la productivité dans l'industrie par rapport au tertiaire a été sensiblement moins rapide que dans les deux décennies suivantes.

Au total, les hypothèses exogènes qui fondaient les projections 1985 ne s'avèrent pas très éloignées de la réalité. On doit donc s'attendre à ce que les résultats qui s'en déduisaient à partir d'un modèle largement comptable ne soient pas trop différents des évolutions observées. C'est ce que nous allons maintenant examiner.

RÉSULTATS ANTICIPÉS ET OBSERVÉS

Les taux d'expansion du Produit intérieur brut marchand qui sera réalisé entre 1960 et 1985, soit 4,1 % l'an, se situe au milieu de la fourchette des taux anticipés (tableau 2) : le Produit intérieur brut marchand sera ainsi multiplié par 2,75 entre 1960 et 1985, contre les anticipations de 3,15 et 2,35 dans les deux scénarios établis.

TABLEAU 2

Taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée à prix constants

	En %		
	1960 1985 projections		1960 1984 réalisation
	E ₁	E ₂	
Agriculture	2,1	1,4	1,5
Industrie	4,9	3,6	4,4
Services et commerces (y compris services de logement) . .	5,1	3,8	4,5
Produit intérieur brut marchand	4,7	3,5	4,2

La hiérarchie des taux de croissance entre grandes branches marchandes est correctement prévue: faiblesse relative pour l'agriculture et quasi-parallélisme pour l'industrie et le tertiaire marchand. La croissance de la production agricole est voisine de la limite de la fourchette envisagée, et celle de l'industrie et du tertiaire est comprise à l'intérieur de la fourchette, un peu plus proche du haut que du bas de celle-ci.

Le taux de croissance de l'emploi en grandes branches marchandes résulte lui-même des données de productivité et de production précédemment examinées (l'emploi total, dans les projections, constitue une donnée exogène, comme nous l'avons indiqué précédemment). Les résultats des projections, en ce domaine, sont les moins satisfaisants, les écarts sur la production et la productivité s'étant cumulés et non compensés (tableau 3).

TABLEAU 3
Taux de croissance annuel moyen de l'emploi

	1960 1985 projections		1960-1984 réalisation
	E ₁	E ₂	
	Agriculture	-2,5	
Industrie	0,6	0,6	0,1
Services et commerces	1,7	1,6	2,3
Ensemble	0,3	0,3	0,1
Emploi total (1)	0,5	0,5	0,3

1. Y compris effectifs des administrations, contingent, organismes financiers et services domestiques. Une projection avait par ailleurs été opérée pour ces effectifs. Ils progressent de 1,9 % par an entre 1960 et 1984, contre 1,8 % escompté entre 1960 et 1985.

La progression de l'emploi total a été surestimée. Cette surestimation est faible en taux de croissance, mais elle atteindra, en niveau, près de 1,4 million en 1985. Les évolutions anticipés par grandes branches sont qualitativement correctes : forte décroissance de l'emploi agricole, progression modérée de l'emploi industriel, augmentation sensible de l'emploi tertiaire. Mais les évolutions sont sensiblement plus contrastées qu'il n'était envisagé.

La diminution de l'emploi agricole a été nettement plus forte qu'il n'était escompté : la population active agricole devait être réduite de moitié dans le scénario E₁ et de 40 % dans le scénario E₂; elle sera en fait réduite de 60 %. En effet, comme nous l'avons déjà vu, les progrès de la production agricole se situent au bas de la fourchette de projection, alors que ceux de la productivité dépassent sa limite supérieure.

L'emploi dans l'industrie n'a qu'à peine augmenté, en liaison avec une croissance très forte de la productivité.

L'emploi tertiaire a davantage progressé qu'il n'était escompté par suite de progrès de productivité plus lents qu'anticipés dans ce secteur (qui comprend seulement, rappelons-le, le commerce et les services marchands).

L'écart entre les projections et la réalité est, pour le chômage, de 2,2 millions en 1985. Il s'explique comptablement pour un million par la sous-estimation de la croissance de l'offre de main-d'œuvre et pour 1,2 million par la surestimation de l'emploi résultant d'avances de productivité fortes et d'avances de production moyennes par rapport à celles qui étaient anticipées.

Pour les deux grands éléments de la demande intérieure, consommation des ménages et investissement, les taux constatés se situent à l'intérieur des fourchettes anticipées (tableau 4).

TABLEAU 4
Taux de croissance annuels moyens du volume de la demande intérieure

	1960-1985 projections		1960-1984 réalisation
	E ₁	E ₂	
	Consommation des ménages	4,6	
Consommation par tête	3,7	2,5	3,5
Formation brute de capital fixe	5,2	3,8	4,2

Cependant l'avance escomptée de l'investissement par rapport à la consommation ne se réalise pas. Le taux de croissance de la consommation par tête entre 1960 et 1985 est très proche du taux anticipé dans la projection favorable. L'une des anticipations fortes des « Réflexions pour 1985 », la multiplication par 2,5 du niveau de vie moyen par tête entre 1960 et 1985, est donc réalisée.

Mais les évolutions de la *consommation des ménages* par grandes fonctions correspondant à ce progrès considérable du niveau de vie matériel ont-elles été elles-mêmes correctement anticipées? En d'autres termes, les élasticité apparentes des consommations par groupes de produits, dont résultent les déformations de la structure de la consommation, ont-elles été convenablement appréciées?

Les projections de consommation par fonction n'avaient été effectuées que pour le scénario de croissance la plus élevée.

La hiérarchie des croissances par groupe de produits a été assez bien anticipée (tableau 5). La croissance a cependant été sous-estimée pour la santé, et au contraire surestimée pour les transports. Ces deux groupes sont ceux qui augmentent le plus vite, dans la projection comme dans la réalité, mais la hiérarchie de croissance entre eux est inversée.

TABLEAU 5

Taux de croissance annuels moyens en volume de la consommation par tête

	En %			
	1960 1985 projections		1960-1984 réalisation	
	Consomma- tion par tête (en %)	Élasticité apparente (1)	Consomma- tion par tête (en %)	Élasticité apparente (1)
Alimentation	1,5	0,4	1,5	0,4
Habillement	2,7	0,7	2,5	0,7
Logement	4,4	1,2	4,7	1,25
Santé (et soins personnels)	5,5	1,5	6,8	1,8
Transports et télécommunications	5,9	1,6	5,2	1,4
Loisirs	5,3	1,4	4,8	1,3
Divers	4,1	1,1	2,5	0,7
Ensemble	3,7	1	3,7	1

1. Rapport entre le taux de croissance de la consommation pour un groupe de produits et celui de la consommation totale (3,7 %).

La croissance des dépenses de santé dépend en partie des décisions des pouvoirs publics concernant l'offre de soins. Sa sous-estimation peut s'expliquer par l'effort important accompli dans les années soixante-dix pour améliorer la qualité des soins et de l'accueil dans les hôpitaux (« humanisation des hôpitaux », disparition des salles communes...), et par l'augmentation corrélative du volume des dépenses hospitalières.

La surestimation des dépenses de transports paraît s'expliquer par les incidences de la forte hausse, non prévue, du prix relatif de l'énergie. Tout d'abord, les ménages ont limité leur consommation de carburant. Ensuite, toujours par souci d'économie, leurs achats se sont portés vers des voitures de cylindrées plus faibles qu'escompté. Enfin, les constructeurs ont mis au point des moteurs plus économiques. En revanche, les projections de parc automobile et des taux d'équipement s'avèrent très proches des réalisations : parc de 18,6 millions de voitures particulières au 1^{er} janvier 1983 pour 19,2 millions anticipés, 73 % de ménages équipés, dont 20 % de double équipement, début 1984, contre 75 %, dont 25 % de double équipement, anticipés pour 1985.

Un écart important caractérise le groupe « divers », dont le poste le plus important est celui des dépenses « d'hôtels-café-restaurants ». Le classement des autres groupes dans l'échelle des élasticité apparentes est identique en projection et en réalisation. La croissance du groupe « loisirs » a été cependant quelque peu surestimée et celle du groupe « logement » sous-estimée. L'écart est très faible

pour l'habillement et nul pour l'alimentation. Au total, des distorsions entre les évolutions anticipées et réalisées existent, mais l'image d'ensemble fournie par la projection est peu déformée par rapport à celle qui résulte des croissances observées.

Une projection spécifique avait été effectuée, relative au *logement*, à partir d'une analyse de « besoins physiques » ([2], p. 154). Le nombre de logements construits devait passer, dans le scénario de croissance forte, de 325 000 en 1960 à 500 000 en 1985. Le nombre total de logements à construire jusqu'en 1985 était estimé à 10 850 000, soit 480 000 par an en moyenne depuis 1962. Le cheminement aura été différent du cheminement implicite imaginé, puisque moins de 300 000 logements auront été mis en chantier en 1984, soit 40 % de moins qu'il n'était escompté. Mais le nombre de logements mis en chantier de 1962 à 1984 aura été, au total, de 10 100 000, soit 440 000 par an, c'est-à-dire 8 % de moins seulement qu'escompté sur l'ensemble de la période, avec une expansion moyenne intermédiaire entre les scénarios de croissance forte et de croissance plus modérée.

TROIS ENSEIGNEMENTS DES « PROJECTIONS POUR 1985 »

Nous tirerons trois conclusions de cette comparaison entre des anticipations quantitatives élaborées au début des années soixante sur une période de vingt-cinq ans et les évolutions observées.

La projection quantitative n'est pas dénuée de sens

Des écarts entre les projections et les évolutions sont constatés, mais, dans l'ensemble, la qualité de ces anticipations macroéconomiques est surprenante. Elle paraît démentir un scepticisme à la mode quant à l'utilité de tels travaux de projection et l'affirmation corrélatrice selon laquelle « l'histoire est le cimetière de la prospective ».

Les projectionnistes n'ont-ils pas, cependant, bénéficié en quelque sorte d'un coup de chance? Une telle supposition n'est pas dénuée de fondement. En effet, la qualité des projections résulte d'une compensation entre des performances plus fortes entre 1960 et 1973 et plus faibles entre 1973 et 1985 qu'on ne l'envisageait en moyenne sur l'ensemble de la période (tableau 6). Compensation heureuse, mais fortuite?

TABLEAU 6

Taux de croissance annuels moyens en volume de quelques agrégats

	En %		
	1960-1973	1973-1985	1960-1985
Produit intérieur brut marchand	5,9	2,1	4,1
Consommation des ménages	5,6	2,7	4,3
Formation brute de capital fixe	7,6	0,3	4,0
Emploi dans les branches marchandes ¹	0,5	-0,4	ε
Produit intérieur brut par personne employée	5,4	2,6	4,1

1. *Hors organismes financiers, services domestiques, administrations.*

Faut-il, cependant, dissocier ces deux périodes? La phase de croissance ralentie qui a suivi la phase d'expansion exceptionnelle ne trouve-t-elle pas, du moins en partie, son origine dans celle-ci (en France comme dans les autres pays d'ailleurs)? L'avance acquise durant les années soixante n'a-t-elle pas fait apparaître les coûts de l'expansion comme trop élevés et l'effort nécessaire comme trop intense, alors que les aspirations à l'augmentation des niveaux de vie matériels, des sécurités et de la qualité de la vie ne faiblissaient pas pour autant? Dans une perspective à long terme, la croissance ralentie d'après 1973 est alors, en partie du moins, la contrepartie d'une croissance antérieure trop facile

au cours de laquelle se sont accumulés des déséquilibres et des rigidités qui ne se résorbent, ensuite, qu'à travers une phase d'ajustement longue et douloureuse. A cela peuvent s'ajouter les incidences de la résorption d'une partie importante de l'écart antérieur de productivité et de niveau de vie avec le pays leader — les États-Unis — comme il était explicitement supposé dans le scénario E₂.

Même si l'on juge que les projectionnistes ont pu bénéficier d'un certain coup de chance, il faut cependant constater par ailleurs l'assez bonne qualité des anticipations concernant les évolutions relatives à long terme des grandes proportions de l'économie. Cette qualité ne peut être que liée à une forte inertie de ces évolutions. Ces tendances lourdes peuvent ainsi fournir des fondements assurés pour l'exploration de l'avenir à long terme, à condition bien sûr qu'elles soient appréciées avec un système de mesures et un appareil analytique adéquats. La prospective doit ainsi s'enraciner dans l'analyse rigoureuse des mouvements passés de longue période. Il est aujourd'hui de bon ton d'opposer histoire et économie ou économétrie. C'est au contraire une fécondation mutuelle de ces approches qui permettra de progresser dans la connaissance.

Plusieurs scénarios pour explorer le long terme

La seconde de nos conclusions est que l'exploration du long terme doit procéder par voie de scénarios et non par définition d'une perspective unique. Ceux qui avaient élaboré les « projections 1985 » en 1962 avaient élaboré deux scénarios, traités de façon entièrement symétrique et assortis par ailleurs de huit variantes analytiques [1]. « Le poids des incertitudes dans les évolutions économiques que l'on peut raisonnablement imaginer sur une période de 25 ans est en effet tel que l'établissement d'une seule esquisse de base nous a semblé insuffisant pour explorer les différentes éventualités possibles », était-il indiqué par l'I.N.S.E.E..

Cependant, ultérieurement, seul le scénario E₁, le plus favorable, a été pris en considération dans les travaux du groupe 1985 et la publication de ceux-ci. Rétrospectivement, le scénario E₂ apparaît cependant avoir mieux anticipé, qualitativement du moins, les changements survenus pendant la période. Ainsi le groupe 1985 aurait mieux éclairé l'avenir en prenant en compte des hypothèses contrastées sur celui-ci.

Les « Réflexions pour 1985 » [2] ne fournissent que des indications limitées sur le choix d'une référence unique et optimiste quant aux évolutions à long terme. Certes le chapitre 3, sur la croissance économique, s'interroge sur la poursuite d'une expansion rapide. L'hypothèse d'un « ralentissement de la croissance dû à une saturation progressive des besoins, après la fin du rattrapage » est écartée. La nécessité d'un taux d'investissement élevé, d'innovations techniques, de la mobilité est rappelée. « En conclusion, il paraît raisonnable que notre société consente d'ici 1985 à un effort permanent pour assurer un taux élevé de développement économique. Mais elle doit en assumer toute les conséquences dans les objectifs qu'elle s'assigne, sous peine d'engendrer de graves incohérences qui éclateront plus tard au grand jour », est-il indiqué. Le risque d'incohérence est donc perçu mais il apparaît suffisamment faible pour ne pas être pris en compte dans les projections présentées. Il est d'ailleurs affirmé plus loin (p. 60) : « En 1985, la nécessité d'une discipline des revenus aura été reconnue par les divers groupes sociaux, et la politique des revenus définie par la puissance publique aura été l'instrument d'un nouveau contrat social ». Le développement de déséquilibres internes est ainsi exclu, cependant que la possibilité de déséquilibres internationaux n'est pas évoquée.

Explorer les possibilités de rupture plutôt que prolonger les tendances

La troisième de nos conclusions résulte des déficiences des « projections 1985 ». Une rupture majeure est intervenue en 1974, que les projections réalisées en 1962 ne pouvaient mettre en lumière, par méthode, puisque c'était des projections « sans escale » de 1960 à 1985. Avoir anticipé une telle rupture aurait sans doute été plus important que d'avoir correctement apprécié des tendances moyennes

sur une longue période. Explorer les possibilités de rupture est aujourd'hui une tâche prioritaire pour les prospectivistes, même sans chercher à les dater précisément, ce qui serait illusoire. Pour cela, l'effort d'analyse doit s'attacher à l'examen du développement des tensions et des déséquilibres intérieurs et internationaux.

Ainsi des phénomènes fondamentaux n'ont pas été anticipés par les auteurs des « projections pour 1985 ». Le plus important nous paraît être le déséquilibre sur le marché du travail, la montée d'un chômage de masse qu'une approche en termes de croissance potentielle excluait par méthode. Un chômage décuplé et une consommation par tête multipliée par 2,5 entre 1960 et 1985 : l'hypothèse de plein emploi a été gravement mise en défaut, alors que la perspective d'accroissement des niveaux de vie matériels anticipée par le groupe 85 a été exactement réalisée. Voici qui doit donner à penser sur les déterminants économiques et les choix de sociétés implicites qui ont conduit à une telle distorsion.

ANNEXE 1

COMPARAISON ENTRE PROJECTIONS ET ÉVOLUTIONS OBSERVÉES : PROBLÈMES DE MÉTHODE

Les projections macroéconomiques établies en 1962 ont été effectuées à partir des comptes nationaux de base 1956 relatifs aux années cinquante. Pour mesurer rigoureusement les écarts entre ces projections et les évolutions observées, il faudrait disposer de comptes nationaux de base 1956 pour la période 1960-1985. Ce n'est pas le cas, trois changements de base des comptes nationaux étant intervenus depuis lors (bases 1959, 1962, 1971), avec des modifications de concepts, de nomenclatures, d'évaluations et de bases de prix. Ces modifications ont été très nombreuses et parfois très importantes à des niveaux détaillés. Une mesure rigoureuse des écarts est donc impossible. Mais ces modifications ne doivent pas affecter trop sensiblement les ordres de grandeur des évolutions au niveau très agrégé des projections macroéconomiques effectuées en 1962.

En effet, on considère généralement que les séries de base 1956 ne comportent pas, à la différence des séries de base 1959, de biais systématique notable par rapport aux évaluations de base 1962 et 1971. Des travaux sont en cours pour transcrire les comptes nationaux de base 1956 dans le système de base 1971 : d'après des évaluations encore provisoires, le taux de croissance du Produit intérieur brut marchand pour les dix années 1950 à 1959 serait en moyenne de 5,0 % en base 1971 (aux prix de 1970) contre 4,8 % en base 1956 (aux prix de 1956). Au total, nous comparerons directement les projections à prix constants effectués en base 1956 et les évolutions constatées, à prix constants, en base 1970, pour laquelle des séries homogènes sont disponibles depuis 1959, sans faire aucune correction.

La comparaison est effectuée en taux de croissance annuels moyens. Elle n'est évidemment qu'approximative, et il ne faut pas accorder d'importance à des écarts de deux ou trois dixièmes de points portant sur les évolutions des agrégats de comptabilité nationale, bien que de tels écarts puissent conduire à des différences sensibles de niveaux au bout de vingt-cinq ans. Par ailleurs, une légère incertitude subsiste sur la fin de la période, les données de comptabilité nationale n'étant pas encore disponibles pour 1985. On comparera ainsi les taux de croissance annuels moyens anticipés sur 1960-1985 et les taux constatés sur 1960-1984. Un léger biais peut cependant en résulter, l'année 1985 devant se caractériser comme les années immédiatement antérieures par des évolutions de rythme très inférieur à la moyenne de la période. Aussi, dans le tableau 6, des données prévisionnelles ont été utilisées pour 1985.

ANNEXE 2

MÉTHODE D'ÉLABORATION DES « PROJECTIONS 1985 »

Ces projections étaient effectuées avec un modèle de projection du tableau entrées-sorties en quatre branches (agriculture, industrie, services, commerces), ainsi que de l'emploi par branche associé à la production.

Très schématiquement, chacune des cases du tableau entrées-sorties en 1985 pouvait être exprimée comme une fonction linéaire du produit intérieur brut marchand en 1985, Q (inconnu). Les coefficients de cette fonction résultaient des paramètres régissant la demande finale et intermédiaire en 1985. Ces paramètres étaient eux-mêmes déterminés par extrapolation raisonnée des tendances passées ou, en ce qui concerne la consommation des ménages par produits, par linéarisation de lois de consommation.

Pour chacune des branches i , la valeur ajoutée Q_i était ainsi une fonction linéaire de Q :

$$Q_i = a_i Q + b_i$$

Les « fonctions de production » élémentaires étaient par ailleurs de la forme $Q_i = \pi_i L_i$, π_i désignant la productivité et L_i l'emploi dans la branche i en 1985.

Le niveau de Q était alors déterminé en écrivant que la population active disponible après déduction du chômage frictionnel, soit L (variable exogène), était entièrement employée :

$$L = \sum_i L_i = \sum_i \frac{a_i Q + b_i}{\pi_i}$$

Toutes les autres grandeurs de l'équilibre des biens et services et le niveau de l'emploi par branches s'en déduisaient.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] « Premières esquisses de croissance pour 1985 », dossier ronéoté, Division des Programmes, I.N.S.E.E., décembre 1962.
- [2] « Réflexions pour 1985 », la Documentation française, 1964.
- [3] J.W. KENDRICK : « International comparisons of recent productivity trends », from Essays in contemporary economic problems, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981.
- [4] A. MADDISON : « Phases of capitalist development », Oxford University Press, 1982.
- [5] J.F. HELLIWELL, Ph. STURM and G. SALOU : « International comparison of the sources of productivity slowdown 1973-1982 », working paper for international seminar on macro-economics, in *Perugia*, June 1984.